

## La situation n'a rien à voir avec 1984

**Author :** Maximilien Bernard

**Categories :** [Brèves](#), [Eglise en France](#), [Identité catholique](#), [Perepiscopus](#)

**Date :** 10 janvier 2013

Secrétaire général de l'épiscopat français entre 1978 et 1983, archevêque émérite de Lille, **Mgr Defoix** récuse dans [La Croix](#) toute comparaison entre le mouvement de 1984 et celui d'aujourd'hui, expliquant qu'à l'époque le pouvoir socialiste s'est raidit petit à petit tandis qu'aujourd'hui, il est bloqué depuis le début :



"nous avons eu toute une série de consultations formelles et informelles au cours desquelles nous avons pu communiquer nos attentes. Cela n'a rien à voir avec la situation actuelle : concernant la loi sur le mariage, nous sommes mis devant le fait accompli. [...] Tout d'abord, un certain nombre de catholiques étaient liés, de près ou de loin, au Parti socialiste : une partie du dialogue entre Église et pouvoir passait par là. Par ailleurs, il y avait de la part du gouvernement la volonté, au moins affichée, de trouver une solution qu'on appellerait aujourd'hui apaisée. [...] Le raidissement, de part et d'autre, est venu plus tard. D'un côté comme de l'autre, on a assisté à une sorte de raidissement, une volonté de surenchérir. Parmi les opposants au projet de loi, le raidissement n'était pas du fait de la hiérarchie ecclésiastique, mais de groupes très clairement liés à l'opposition. À gauche, certains socialistes, comme André Laignel, se sont mis à parler de nationalisation de l'enseignement catholique. Ce mouvement de radicalisation a abouti aux grandes manifestations de 1984, et au recul du gouvernement sur la loi Savary.

[...] Contrairement à ce que l'on observe aujourd'hui, le raidissement s'est produit assez tardivement. Actuellement, le président est arc-bouté depuis le début dans la volonté de réaliser l'une de ses promesses de campagne. Il y a une forme de blocage.

[...] La situation est tout à fait différente d'avec celle de 1984. On observe aujourd'hui une surenchère électorale : François Hollande a pris l'engagement du « mariage pour tous » à un moment de sa campagne où sa victoire n'était pas du tout assurée. Il semble par ailleurs qu'il ait cédé à un certain nombre de pressions. Et comme l'a montré l'audition des représentants des cultes à l'Assemblée, le climat entre gouvernement et responsables religieux n'a rien à voir avec une volonté de dialogue. Autre différence : le gouvernement assure aujourd'hui que la loi passera coûte que coûte, alors qu'en 1981, il y avait un climat de confiance et de respect de la volonté populaire."